






Extension et restructuration de la direction interrégionale de la protection judiciaire de jeunesse sud-ouest

8, rue Poitevin
33000 Bordeaux

MAITRE D'OUVRAGE	Ministère de la Justice - Délégation Interrégionale du Secrétariat Général Sud-Ouest 13 rue Letellier - CS92100 - 33072 Bordeaux cedex tel : 05 40 45 24 00	
ARCHITECTE DPLG	AGENCE D'ARCHITECTURE F. LAFFITTE 141, av. Montaigne 33160 St Médard en Jalles Tel 05 56 70 04 40 mail: laffitte.architecte@orange.fr	 <small>141 AV MONTAIGNE 33160 ST MÉDARD EN JALLES 05 56 700 440 LAFFITTE.ARCHITECTE@ORANGE.FR</small>
BUREAU D'ETUDES T.C.E	ACTIONM 7 allée des Echasses 33138 Lanton Tel: 06 59 05 79 46 Mail: b.bufferand@actionm.fr	
BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUES	IDB ACOUSTIQUE 75 avenue Léon Blum 33600 Pessac Tel 05 56 07 55 55 mail: idb@idb-acoustique.com	
BUREAU DE CONTROLE	APAVE Avenue Gay Lussac BP3 33370 Artigues Près Bordeaux Tel 05 56 77 38 46 mail: frederique.lauzeille@apave.com	
COORDONATEUR SPS	ELYFEC 32, allée de Boutaut 33070 Bordeaux Tel 06 78 11 28 11 mail: patrice.aprelon@elyfec.fr	

Date: avril 2025	<h2>NOTICE DE SECURITE BATIMENT RH</h2>
APD	

PHASE	DATE	INDICE	MODIFICATIONS

DESCRIPTION DU PROJET

La présente notice concerne la restructuration et l'extension d'un bâtiment existant, situé 15/17, impasse Fenouil à Bordeaux, pour le compte de la Direction interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse du Sud Ouest.

Le bâtiment existant est constitué d'un immeuble en pierre en R+1 avec sous sol et d'une partie atelier en simple RDC donnant sur la cour intérieure.

L'enveloppe générale est conservée et les principes structurels existants sont conservés. Une extension en ossature bois est créée en simple RDC à l'articulation des 2 corps de bâtiment existant.

Le bâtiment est à vocation administrative. Il comporte des bureaux et locaux de réunions, et ne recevra pas de public.

Le programme des travaux comprend la restructuration légère des bureaux existants dans l'immeuble en Pierre en R+1 et la restructuration lourde des anciens ateliers et son extension en RDC.

Programme :

- Niveau sous sol : locaux d'archives existants non modifiés
- Niveau RDC:
 - . restructuration légère des bureaux existants et réaménagement
 - . agrandissement des sanitaires
 - . création d'un local archives
 - . création d'une nouvelle entrée avec accès PMR
 - . création de 2 bureaux
- Niveau R+1:
 - . restructuration légère des bureaux existants et réaménagement

Les principales caractéristiques techniques de la construction existante sont :

Immeuble en pierre donnant sur l'impasse Fenouil :

- façades en murs de pierre
- Planchers béton hourdis
- Charpente bois et couverture tuiles

Bâtiment atelier donnant sur la cour intérieur:

- Structure béton poteaux / poutres
- Façades en maçonnerie
- Planchers béton

L'extension sera réalisée en ossature bois (murs + charpente)

I - CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Activités : Bureaux

L'effectif déclaré par le maître d'ouvrage est:

- RDC: 12 personnes + 16 personnes en salle de réunion
- R+1 : 10 personnes

L'établissement est donc classé en activité de type bureaux : **code du travail**

La réglementation ERP est donc sans objet dans le cadre du projet de restructuration, d'extension et d'aménagement de bureaux.

II - DESSERTE / FAÇADES ET BAIE ACCESSIBLES

Le bâtiment est accessible directement depuis le domaine public par l'impasse Fenouil
Le plancher bas du dernier étage est situé à moins de 8m du niveau d'accès.

III - ISOLEMENT / STRUCTURE / DISTRIBUTION INTERIEURE

Isolement vis-à-vis des tiers superposés : sans objet.

Isolement vis-à-vis des tiers contigus : par des parois CF 1h (murs en pierre pleins en mitoyenneté).

Façades maçonnées, structure porteuse non modifiée dans le cadre du marché.

Isolement vis-à-vis des tiers en surplomb : néant

Isolement vis-à-vis des tiers : aire libre de plus de 5 m vis-à-vis des bâtiments en vis à vis

L'établissement est à R+1 avec le dernier plancher desservi à moins de 8 m: → Pas d'exigence de stabilité au feu des structures.

IV - LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS

Local à Risques : isolement par parois horizontales et verticales coupe-feu de degré 1 heure avec un bloc porte coupe-feu de degré ½ heure muni d'un ferme porte.

Localisation :

- Local Archives au niveau RDC
- Local Ménage au niveau RDC
- Local Archives au niveau Sous sol
- Local Ménage au niveau R+1

V - CONDUITS ET GAINES

Les traversées des conduits et canalisations diverses au droit des parois coupe-feu, les dispositions constructives respecteront la résistance au feu des éléments de construction et feront l'objet de détails d'exécution avant réalisation.

VI - DEGAGEMENTS

Généralités

- Aucun dépôt, aucun matériel ou objet ne fera obstacle à la circulation des personnes,
- Toutes les portes permettant au public d'évacuer l'établissement ou les locaux s'ouvriront par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée sera manœuvrable dans les mêmes conditions,
- Les vitrages des portes des circulations ou en façade seront de sécurité,
- Pas de cul-de-sac > 10 mètres.
- Distance entre 2 sorties < 30ml.

Dégagements

Les dégagements des locaux en fonction des effectifs sont justifiés dans le tableau suivant :

NIVEAUX	LOCAUX	EFFECTIF	DEGAGEMENTS			
			Exigés		Projet	
		personnes	Nb	UP	Nb	UP
SOUS SOL	Archives	1	1	1	1	1
RDC	Bureaux	26	2	1 + 1	2	3
R+1	Bureaux	10	1	1	1	1
total		36	2	1 + 1	2	3

VII - ESCALIER

Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet :

- un escalier de 1 UP pour accéder au sous sol
- un escalier de 1 UP pour accéder à l'étage

VIII - ASCENSEUR

Sans objet

IX - AMENAGEMENTS INTERIEURS

Revêtements muraux : M2 ou C-s3, d0

Revêtements de sols : M4 ou Dfl-s2

Plafond et faux plafonds : M1 ou B-s3, d0

Produits d'isolation : A2 - S2, d0 ou A2_{FL} - S1

Gros mobilier M3 ou D-s3, d0,

De plus, le mobilier sera implanté de façon à ne pas gêner ou rétrécir les chemins de circulation.

X - DESENFUMAGE

Dispositions existantes non modifiées dans le cadre du projet concernant les escaliers.

Niveaux sous sol, RDC et R+1: Surface des locaux < 300 m².

Pas de locaux aveugles > 100m² : le désenfumage n'est pas exigible.

XI - EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Pompes à chaleur à détente directe type DRV

CTA double flux

VMC avec conduits métalliques
Ballon d'eau chaude sanitaire électrique
Installations électriques conformes à la norme NF C15-100.

XII – EQUIPEMENTS DE SECURITE

Eclairage de sécurité par blocs autonomes assurant la fonction d'évacuation par balisage des issues.
L'alarme incendie type 4 existante sera maintenue et complétée au niveau de l'extension.

XIII – CHAUFFAGE / RAFRAICHISSEMENT

Chauffage/Climatisation

Dans le bâtiment existant, le chauffage via chaudière gaz et radiateur à eau sera déposé entièrement.
Les unités extérieures des pompes à chaleur à détente directe existantes seront déplacées dans un local technique extérieur créé.
Les unités intérieures de type mural seront déplacées en fonction de la modification du cloisonnement des bureaux.
Dans l'extension, la production de chaleur et de climatisation sera assurée par une pompe à chaleur de type DRV fonctionnant au fluide frigorigène R410 installées dans le local technique extérieur créé.
Des unités intérieures de climatisation/chauffage de type cassette seront installées dans les faux-plafond des locaux.

Ventilation mécanique contrôlée

L'installation sera conforme aux articles CH 41 à 43.
La ventilation des locaux à pollutions spécifiques existante sera déposée.
Les locaux à pollution spécifique recevront une ventilation mécanique simple flux contrôlée à fonctionnement permanent.

Ventilation de confort

L'installation sera conforme aux articles CH 29 à 40.
Dans l'extension, l'apport d'air neuf aux occupants sera réalisé par une ventilation double flux à récupération d'énergie sur l'air extrait.
La centrale de traitement d'air sera installée dans un local technique créé, la prise d'air neuf sera réalisée en façade et le rejet en toiture.
Des gaines aérauliques métallique chemineront dans les étages et les faux plafonds afin de desservir les bouches de reprise et de soufflage.
Dans le bâtiment existant, la ventilation par ouverture des ouvrants dans les bureaux ne sera pas modifiée.

Installations au gaz combustibles

Le réseau gaz existant sera condamné depuis le compteur en limite de propriété.

Production eau chaude sanitaire

La production d'eau chaude sanitaire sera assurée par un ballon à accumulation tout électrique, placés dans le local ménage au R+1 et desservant les sanitaires et les vidoirs ménage.
Le ballon ECS électrique desservant l'évier existant sera déplacé au nouvel emplacement de l'évier.

XIV – INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Installations électriques

Les installations électriques seront conformes :
- A la norme NF C 15.100,
- Au décret du 20 aout 2010 «Protection des Travailleurs ».

Eclairage de sécurité

L'éclairage de sécurité sera réalisé par blocs autonomes d'évacuation.

XV – GRANDES CUISINES – INSTALLATIONS GAZ COMBUSTIBLES

Sans objet.

XVI – MOYENS DE SECOURS

- Equipement d'alarme de type 4 comprenant déclencheurs manuels avec sirènes audibles en tout point de l'établissement (déclencheurs manuels près des sorties) des niveaux R-1 et RDC et R+1,
- Sirènes audibles dans toutes les zones occupées, à chaque étage
- Affichage des plans et consignes de sécurité
- Présence d'un hydrant à – de 200 mètres
- Il sera prévu un extincteur à eau pulvérisée de 6 litres pour 200 m² avec distance maximale à parcourir de 15 mètres pour atteinte un appareil + extincteurs appropriés aux risques particuliers.

Alerte – Consignes

Un plan schématique, conforme aux normes, sera implanté à l'entrée de l'établissement.

Un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément, sera mis en place.
Evacuation en rez de chaussée directement sur l'extérieur.

XVII – OBLIGATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Conformément à l'article 45 et en application de l'article 4 du décret n° 95.260 du 8 Mars 1995, le Maître d'Ouvrage, lors du dépôt de la demande de permis de construire, s'engage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du Code de la Construction et de l'Habitation.